

not reflect decisions to yield tax points in lieu of expenditures, complicating the task of making comparisons over time.

5. Validity of Expenditure Overview Guidelines

It was suggested to the Committee that improvement in the monitoring of expenditure trends might be achieved from the use of three or four ratios which would reflect specific significant elements. The usefulness of monitoring government expenditures by applying broad yardsticks such as, for example, their ratio to gross national product, was discussed. Mr. O'Toole pointed out that this ratio fails to reflect changes in approach such as switching from direct expenditures to tax expenditures or yielding tax points. Another problem not solved in this way is the comparison of payments which are quite different in nature such as transfer payments to persons, purchases of assets and services, etc. However, Mr. O'Toole cautioned the Committee that while the ratio information is presented in the Federal Expenditure Plan, "... in the process of trying to allocate resources and carry out our functions, it does not enter into the science or art of resource allocation ..."

The Committee was also informed that international comparisons such as expenditure dollars as a percent of gross domestic product or the ratio of public servants to total employment are of dubious value and possibly misleading as guidelines to expenditure trends. For example, in the United Kingdom employees of the nationalized industries would be included in the government total. In Canada or the United States employees performing the same functions in the same industries would not.

6. Lack of Policy Overview Information

The Committee requested information to assist it in its work of reviewing the estimates, including: the net after tax amount transferred by the federal government directly to persons by various income groups and the total and net amounts transferred to groups which are objects of government concern, e.g. senior citizens, natives, small business, farmers, etc. Treasury Board does not maintain such information but agreed to obtain it for two specific programs on a gross basis by income level. Officials also agreed to obtain information which would show the total amount of federal funds transferred to Status Indians and Inuit from a variety of government programs.

A second request was made for a ten year survey of the number of personnel by Ministry to help interpret the changes between current and past fiscal years. Treasury Board undertook to provide this to the Committee.

inférieure à la réalité, car elles ne reflètent pas les décisions prises de concéder des points fiscaux au lieu de faire des dépenses.

5. Validité des lignes directrices en matière de dépenses

On propose au Comité qu'en l'utilisant trois ou quatre coefficients plus représentatifs des éléments significatifs, on pourrait mieux surveiller la tendance des dépenses. On a discuté de l'utilité de surveiller les dépenses gouvernementales par rapport au produit national brut. M. O'Toole expose les faiblesses de ce rapport, notamment, l'impossibilité où il est de rendre compte des modifications aux programmes, par exemple, lorsqu'on passe des dépenses directes aux dépenses fiscales ou à celle de points fiscaux. Une autre faiblesse de ce coefficient est l'impossibilité de faire des comparaisons à cause de la différence de nature et donc d'effet des différents types de paiements que contient le total des dépenses; par exemple, les paiements de transfert aux particuliers, les achats de biens et de services, etc. Bien que le coefficient soit mentionné dans les Prévisions de dépenses fédérales, M. O'Toole annonce au Comité que, dans le processus d'affectation des ressources, car cela ne fait pas partie des techniques d'affectation des ressources.

On a également informé le Comité que les comparaisons des dépenses gouvernementales nationales, notamment, le pourcentage des dépenses par rapport au produit intérieur brut ou le coefficient des fonctionnaires par rapport à la main-d'œuvre totale, sont de valeur douteuse et peuvent prêter à erreur si ces comparaisons servent de critères pour les tendances des dépenses. Par exemple, au Royaume-Uni, les employés des industries nationalisées sont considérés comme les fonctionnaires. Par contre, au Canada ou aux États-Unis, les employés assurant les mêmes fonctions dans le même genre d'usine ne sont pas comptés comme fonctionnaires.

6. Manque d'information sur l'orientation

Le Comité a demandé que lui soit présentés une gamme de renseignements sur l'aperçu de l'orientation pour l'aider dans son étude du budget. Parmi les renseignements demandés, on note: le montant net après impôt que transfère directement le gouvernement fédéral aux particuliers, selon les différents groupes de revenus; les montants totaux et nets transférés aux groupes qui font l'objet d'une attention spéciale de la part du gouvernement, par exemple, les citoyens du troisième âge, les autochtones, les petites entreprises, les agriculteurs, etc. Le Conseil du Trésor ne conserve pas ces renseignements, mais il a accepté de se les procurer pour deux programmes précis par montants bruts et par groupe de revenu. Les fonctionnaires ont également accepté de se procurer des renseignements qui indiqueraient le total des fonds fédéraux que reçoivent les Indiens et les Inuit inscrits en vertu de différents programmes gouvernementaux.

On a également demandé la fourniture d'un document décrivant la tendance sur dix ans du nombre de fonctionnaires par ministère afin de nous aider à interpréter les changements survenus entre l'année financière actuelle et les précédentes. Le Conseil du Trésor a promis de remettre ces renseignements au Comité.